

Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté

Direction Inspection Contrôle Audit



Département du Doubs

Direction de l'Autonomie



Dijon, le 18 octobre 2024

Le directeur général de l'Agence régionale de santé
Bourgogne-Franche-Comté

La Présidente du Département du Doubs

à

Monsieur le Président de la MUTUALITE FRANCAISE
COMTOISE SSAM
67 R DES CRAS
25041 BESANCON CEDEX

RAR N° 2C 182 939 7341 3

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 250010568 - EHPAD LE VERCELLIS - VERCEL VILLEDIEU LE CAMP

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, nous vous avons adressé, par lettre du 11 juillet 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 4 prescriptions et 4 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport. Un délai supplémentaire vous a par ailleurs été accordé.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Département du Doubs
7 Avenue de la Gare d'Eau, 25031 Besançon cedex
Tél : 03 81 25 81 25 – Site : www.doubs.fr

Nous accusons réception de votre réponse en date du 3 septembre 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à notre connaissance et conformément à ce que nous vous annoncions dans notre lettre du 11 juillet 2024, nous vous notifions les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

Nous appelons votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi et plus particulièrement par : [redacted] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Doubs à l'Agence régionale Bourgogne Franche-Comté : [redacted]

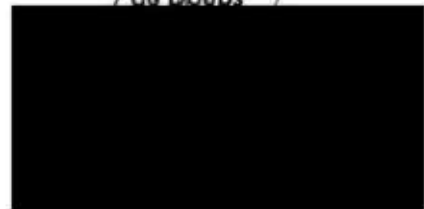
La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé et de l'accès aux soins,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**Le directeur général de l'Agence régionale de
santé Bourgogne-Franche-Comté**



**La présidente du département
du Doubs**



Copies à :

**Monsieur le directeur
EHPAD LE VERCELLIS
10 R DE LA FONTAINE
25530 VERCEL VILLEDIEU LE CAMP**

**Madame la Présidente
Département du Doubs
7 avenue de la Gare d'Eau
25031 BESANCON CEDEX**

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Département du Doubs
7 Avenue de la Gare d'Eau, 25031 Besançon cedex
Tél : 03 81 25 81 25 - Site : www.doubs.fr

Date de mise à jour
des mesures : 30/09/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD VERCELLE
Adresse : 10 rue de la Fontaine
Code postal : 25530

Commune : VERCHEL

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Prescriptions									
Nb	2	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée Q/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médecin coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et disposant de la qualification requise et proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire/alternative permettant de veiller au soutien des équipes soignantes	Article D312-156 du CASF Article D312-157 du CASF Article D312-159-1 3 du CASF	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Autre modalité d'intervention proposée	E4	NI		La mission prend note des actions mises en œuvre pour recruter un médecin coordonnateur, notamment avec la publication manuelle d'une offre d'emploi (dernière annonce transmise en date du 24/08/2024). Dans l'attente du recrutement d'un médecin, la prescription n°1 est maintenue et notifiée.
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant (IDE), en particulier le recours aux CDO ; - en assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDO ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en inscrivant les professionnels FFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE.	Article L311-3 du CASF Article L312-1 II al 4 du CASF Article D312-156-0 II du CASF Article L4311-2 3 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés les délais et les réalisations pour recruter stabiliser et fidéliser l'équipe soignante Liste des agents FFAS en poste au 01/01/2024 Tableau de suivi nominatif des personnels FFAS en cours de VAE ou formation diplômante (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur) Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/01/2024 (IDE/AS/IFAS/AES/ASG...) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes	E2 E5 E6 RS	NI		Absence de réponse de la part du gestionnaire. La prescription n°2 est maintenue et reformulée : dans l'attente de la transmission : - du listing des professionnels en poste au 01/09/2024 faisant mention du matricule, du nom, de l'ETP prévu au contrat, de la date de début de contrat, de la date de fin de contrat, du type de contrat (CDD/CDDI), de la qualification et de la mention suivante : disposez-vous de la copie du diplôme : OUI/NON. - du plan d'action faisant apparaître les différents leviers activés, délais et réalisations pour recruter et stabiliser le personnel. - de la maquette organisationnelle révisée.
3		Renvoyer les modalités de délégation et de signature de la directrice de l'établissement afin que cette délégation mentionne bien toutes les compétences et les missions réglementaires	Article D312-176-5 du CASF	3 mois	Délégation de pouvoir et signatures révisée et signée	E1	Abandonnée		La mission a pris connaissance de la délégation de pouvoir révisée et signée, en date du 2 septembre 2024. Ce document précise bien les compétences et les missions du directeur d'établissement, conformément aux dispositions de l'article D312-176 du CASF. La prescription n°3 est abandonnée.

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 30/09/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD VERCELLE

Adresse : 10 rue de la Fontaine

Code postal : 25530

Commune : VERCEL

Prescriptions								
Nb	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
2	Prévoir dans le plan de formation, les formations relatives aux gestes d'urgence ou de recyclage (AFGSU 1) et celles relatives au personnel soignant (AFGSU2).	D6371-19 CSP Arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins.	6 mois	Plan de formation prévisionnel	E3			Le gestionnaire a communiqué le plan de formation révisé au titre du second semestre 2024. La mission relève que les formations obligatoires relatives aux gestes d'urgence ou recyclage (AFGSU1) et celles relatives au personnel soignant (AFGSU2) sont sur le second semestre 2024.
4		RAPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008RAPP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II,				Abandonnée		La prescription n°4 est abandonnée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 30/09/2024		Nom établissement : EHPAD VERCELLIS	
Affaire suivie par : [REDACTED]		Adresse : 10 rue de la Fontaine	
		Code postal : 25530	
		Commune : VERCEL	

Recommandations					
Nb	2	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Observations
1		Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relatent de tels agissements.		R1	La mission accuse réception de la politique de promotion de la bientraitance, établie par la [REDACTED]. Toutefois, ce document ne précise pas les dispositions relatives aux obligations des salariés en matière de signalement de faits de maltraitance et de leur protection lorsqu'ils dénoncent ces faits.
2		Inscrire [REDACTED] en charge des missions de coordination de l'équipe soignante à une formation spécifique d'encadrement et de management afin de l'outiller pour en assurer la régulation et la supervision ou, si celle-ci a été réalisée, transmettre l'attestation de formation correspondante.	RBPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R4	La recommandation n°1 est maintenue. La mission accuse réception du certificat de réalisation concernant la formation en management suivie par [REDACTED]. La recommandation n°2 n'est pas maintenue.
3		Institutionnaliser et formaliser des réunions des équipes soignantes afin de garantir la coordination des interventions, la supervision des pratiques professionnelles ainsi que la bonne diffusion des informations nécessaires à leurs activités.	RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre - HAS -2008 partie 2 p.25 RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la	R3	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire et relève que des réunions des équipes soignantes (hors temps de transmission) sont institutionnalisées au sein de l'établissement. La recommandation n°3 n'est pas maintenue.
4		Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	RBPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 RBPP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008	R2	Le gestionnaire a transmis le certificat de réalisation de formation bientraitance pour l'un de ces professionnels. Le gestionnaire n'a pas transmis d'autres éléments de preuve permettant de s'assurer d'une sensibilisation régulière à la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés. Le plan de formation prévisionnel sollicité par la mission n'a pas été communiqué. La recommandation n°4 est maintenue.